Nations Unies E/C.2/2010/2/Add.2

Conseil économique et social

Distr. générale
9 septembre 2009
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Session ordinaire de 2010
25 janvier-3 février 2010

Rapports quadriennaux pour la période 2005-2008 des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil*

Note du Secrétaire général

Table des matières

Page

1. Institut supérieur international des sciences criminelles 2
2. Kenya Tuitakayo: Citizens Coalition for Constitutional Change. 5
3. National Council of Women of Malta 8
4. Fondation Novartis pour le développement durable 10
5. Institut Synergos 12
6. Association Tamana. 14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.

09-49970 (F) 231109 251109

Merci de recycler

1. Institut supérieur international des sciences criminelles (Statut consultatif spécial accordé en 1989)

I. Introduction

L'institut supérieur international des sciences criminelles est une fondation privée qui a été créée en 1972. Des décrets présidentiel et ministériel (Ministère italien des affaires étrangères) ont reconnu son statut d'organisation non gouvernementale et de centre d'études scientifiques universitaires supérieures à but non lucratif spécialisé dans l'étude et la promotion des sciences criminelles et la recherche connexe, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Il est doté du statut consultatif spécial auprès du Conseil de l'Europe et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et, en vertu d'un accord spécial de coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), fait partie des instituts qui composent le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. De 2005 à 2008, l'Institut a organisé 141 ateliers, auxquels ont participé 8 860 experts de plus 90 pays. La plupart de ces ateliers étaient organisés en coopération avec des organismes des Nations Unies et ont donc été cités dans des documents de l'ONU [voir les rapports annuels sur les activités des instituts qui composent le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2005/4, E/CN.15/2006/5, E/CN.15/2007/4 et E/CN.15/2008/8)]. La réputation de l'Institut est si bien établie que son président a été nommé conseiller scientifique de la Conférence de Rome de 2007 sur la justice et l'état de droit en Afghanistan et que l'International Corrections and Prisons Association a décerné à l'Institut le « 2008 Management and Staff Training Award » pour les projets qu'il avait menés en Afghanistan.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

2005

Afghanistan : L'initiative relative à la justice dans les provinces visait essentiellement à appliquer le code provisoire de procédure pénale dans les provinces afghanes; pendant la première phase elle a touché 144 participants des provinces de Paktia, Kunduz et Balkh, et, pendant la deuxième phase, 163 personnes dans les provinces de Herat, Nangarhar et Badakshan. Le projet d'assistance technique au groupe judiciaire afghan de lutte contre les stupéfiants, réalisé avec l'appui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), a rassemblé 140 participants, qui ont reçu une formation et participé à des débats sur la nouvelle Constitution afghane, le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC) et les instruments internationaux relatifs à la lutte contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants.

Iraq : En février, l'Institut supérieur international des sciences criminelles a accueilli à son siège, à Syracuse (Italie), un séminaire destiné aux magistrats du Tribunal spécial iraquien, qui a porté sur les méthodes sophistiquées d'enquête de police scientifique et la législation internationale pertinente. En juin et en juillet, l'Institut a organisé à Syracuse un séminaire sur les processus d'établissement de la vérité, de réparation des dommages, de commémoration et d'éducation et d'autres options dans le domaine de la justice en Iraq à l'issue d'un conflit. En novembre,

l'Institut a organisé un séminaire qui s'intitulait « The New Iraqi Constitution: Practical Aspects of Implementing Federalism ».

Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée : En 2005, dans le cadre d'un programme relatif à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux protocoles s'y rapportant, l'Institut a accueilli dans ses locaux deux séminaires de formation sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme et le blanchiment de fonds. Le premier séminaire, tenu en février, a réuni des représentants des ministères égyptiens de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères; le second séminaire des juges du ministère public palestinien. Deux séminaires sur la coopération internationale dans les domaines de la justice et de la police ont été organisés en coopération avec l'UNODC, à Tirana (Albanie), en février, et à Skopje (ex-République yougoslave de Macédoine), en novembre.

Autres : En juin, l'Institut a organisé à l'intention des juges de la Cour pénale internationale un séminaire qui s'est tenu à Syracuse dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités judiciaires. Lors du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Bangkok en avril, l'Institut et l'UNODC ont organisé un atelier sur les mesures visant à combattre le terrorisme. En juin, de concert avec le Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC, l'Institut a organisé, une réunion d'experts qui visait à rédiger un manuel destiné aux professionnels sur l'application des instruments universels de lutte antiterroriste. Enfin, en novembre, la Division des traités de l'UNODC et l'Institut ont organisé à Syracuse une réunion d'experts sur l'élaboration d'instruments d'entraide judiciaire et sur l'extradition, en prévision de la modification de la loi type d'entraide judiciaire en matière pénale.

2006

Afghanistan : En 2006, l'initiative relative à la justice dans les provinces a été menée auprès de plus de 150 magistrats dans les provinces de Baghlan, Wardak et Faryab. En outre, l'ambassade du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a invité l'Institut à mener un vaste programme de renforcement des capacités à l'intention des agents de la force publique responsables des enquêtes au sein du groupe judiciaire afghan chargé de la lutte contre les stupéfiants. Avec l'appui de l'UNODC, l'Institut supérieur international des sciences criminelles a également lancé un programme de formation de base à l'intention du personnel pénitentiaire, qu'il a ensuite étendu à 34 provinces.

Iraq : Dans le cadre du plan stratégique d'ensemble pour l'état de droit et la justice en Iraq, financé par le Ministère italien des affaires étrangères et mené en coopération avec la mission intégrée « état de droit » de l'Union européenne pour l'Iraq (EUJUST LEX), la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), l'UNODC et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), avec l'appui de toutes les institutions essentielles du système de justice iraquien, l'Institut a tenu cinq réunions lors desquelles des experts internationaux ont travaillé en concertation avec des experts iraquiens et des institutions judiciaires nationales à la réforme du système de justice pénale iraquien. En avril, il a organisé un séminaire intitulé « The Judiciary in Iraq: Role, Competence and Perspectives for the Constitutional Review and Implementation Process » en partenariat avec la MANUI et le PNUD. En février, l'Institut a également organisé un séminaire sur la

sécurité intérieure en Iraq axé sur la lutte contre le trafic de stupéfiants et le blanchiment de fonds et sur l'exercice des droits de l'homme.

Égypte : En 2006, l'Institut supérieur international des sciences criminelles a coordonné la tenue, au Caire, de plusieurs séminaires de formation juridique organisés à l'intention d'agents de la police égyptienne, en coopération avec les autorités locales et l'UNODC, lors desquels l'accent a été mis sur la place des droits de l'homme dans le cadre des enquêtes.

Autres activités : En juillet, l'Institut supérieur international des sciences criminelles a organisé à Syracuse un séminaire de travail destiné aux juges de la Cour pénale internationale dont le thème était la participation au procès des victimes et la réparation en faveur des victimes, pour des motifs tant moraux qu'économiques.

2007

Afghanistan : En 2007, l'initiative relative à la justice dans les provinces a été menée auprès de 127 magistrats dans les provinces de Parwan, Ghazni et Jawzjan. En mai 2007, le PNUD a versé des fonds à l'Institut afin qu'il appuie l'état de droit en Afghanistan pendant la période de transition dans le cadre d'un vaste projet de formation et d'activités de sensibilisation du public, qu'il a exécuté pendant six mois dans les provinces d'Herat et de Balkh. En coopération avec le Royaume-Uni, l'Institut a mené un programme intensif de renforcement des capacités comprenant trois cours qui a réuni 26 agents de la force publique chargés des enquêtes au sein du groupe judiciaire afghan de lutte contre les stupéfiants.

Iraq : Dans son rapport final sur le projet relatif au plan stratégique d'ensemble pour l'état de droit et la justice en Iraq, qu'il a présenté officiellement aux autorités iraquiennes à Bagdad en mars 2007, l'Institut a établi une série de directives et de recommandations portant sur un plan stratégique et intégré visant à instaurer un régime de droit et un système de justice pénale en Iraq. Le projet relatif à l'intégrité de la fonction judiciaire iraquienne, mené par l'Institut au nom de l'UNODC, a abouti à l'adoption par le Conseil suprême des juges des Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire, qui avaient été distribués aux 700 juges iraquiens.

Ex-République yougoslave de Macédoine : En 2007, l'Institut a été désigné pour assurer les volets scientifique, administratif et logistique d'un projet mené en jumelage par le Ministère italien de la justice et le ministère public de l'ex-République yougoslave de Macédoine. Au titre de ce projet, une assistance a été fournie au département du ministère public de l'ex-République yougoslave de Macédoine spécialisé dans la lutte contre la criminalité organisée et la corruption en organisant des voyages d'études en Italie et dans le reste de l'Europe, notamment à Vienne, au siège de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC).

Autres activités : En juillet, lors d'un atelier sur les preuves, la publicité et les mesures de protection, 10 juges de la Cour pénale internationale ont rencontré six experts internationaux avec lesquels ils ont réfléchi aux manières de lutter contre les crimes visés par le Statut de la Cour pénale internationale.

2008

Afghanistan : En 2008, l'Institut a exécuté l'initiative relative à la justice dans les provinces auprès d'un total de 240 agents du secteur de la justice des provinces de Laghman, Logar et Kapisa. Avec l'appui de l'UNODC, des programmes de renforcement des capacités des agents du secteur de la justice ont été lancés parallèlement à Ghor et à Kandahar. En juin, grâce à un financement de l'UNODC, l'Institut a lancé dans les provinces afghanes des activités visant à appliquer les règlements pénitentiaires conformément au droit pénitentiaire. En avril, il a accueilli dans ses locaux un atelier sur la réforme du droit en Afghanistan qu'il avait organisé en coopération avec l'UNODC et le United States Institute of Peace. Les discussions relatives au projet de code de procédure pénale ont abouti à la formulation de recommandations.

Iraq : Dans le cadre d'un programme de formation sur la coopération et la gestion internationales financé par l'armée des États-Unis d'Amérique à l'intention des conseillers juridiques du Ministère iraquien de l'intérieur, l'Institut supérieur international des sciences criminelles a organisé deux séminaires, au Caire en janvier et en mai-juin. En mai, il a mené la dernière activité au titre du projet relatif au plan stratégique d'ensemble pour l'état de droit et la justice en Iraq, un atelier financé par le Ministère des affaires étrangères italien et l'UNODC sur le thème « Organized Crime: Forms, Challenges and Fighting Mechanisms ».

Ex-République yougoslave de Macédoine : En 2008, dans le cadre d'un projet mené en jumelage, l'Institut a organisé d'autres séminaires de formation à Skopje et des visites d'études et des stages en Italie et il a mené une analyse approfondie de la législation du pays relative à la criminalité organisée et à la corruption.

Autres activités : L'Institut a organisé un atelier en novembre, à Rome, pour commémorer le dixième anniversaire de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Le projet relatif à la lutte contre l'impunité et la promotion de la justice internationale, qui est cofinancé par l'Office de coopération EuropeAid de la Commission européenne, doit aboutir à l'élaboration de directives mondiales et d'un guide visant à promouvoir la lutte contre l'impunité; soutenir l'élaboration d'approches intégrées de la justice à l'issue d'un conflit; et établir un lien entre les stratégies nationales et le rôle évolutif de la Cour pénale internationale. Les rapports, qui portent sur cinq régions différentes (Afrique, Amériques, monde arabe, Asie et Europe), ont été présentés à la communauté internationale lors d'une conférence qui s'est tenue en novembre, à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG).

2. Kenya Tuitakayo: Citizens Coalition for Constitutional Change (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Buts de l'organisation : Kenya Tuitakayo: Citizens Coalition for Constitutional Change (4Cs Trust) est une organisation nationale qui a fait ses preuves dans les domaines de la réforme constitutionnelle populaire, de la gouvernance constitutionnelle démocratique et de l'application d'un droit équitable. Elle œuvre pour l'édification d'une société kényane qui reconnaisse, applique et défende le

constitutionnalisme et la démocratie et permette à ses citoyens de participer à une gouvernance juste; défende les droits de l'homme; veille sur les intérêts des groupes défavorisés; respecte le principe de l'égalité des sexes; et favorise un développement sain. La mission de 4Cs Trust est de donner aux citoyens kényans les moyens de promouvoir un ordre constitutionnel juste dans leur pays.

Changements apportés à la Constitution : Lors de sa réunion générale, tenue en juin 2006 à son siège à Nairobi, 4Cs Trust a adopté la résolution MIN. AGM.7/06/06 portant amendement de sa constitution et modifiant son nom, qui n'est désormais plus « Kenya Tuitakayo: Citizens Coalition for Constitutional Change » mais « Kenya Tuitakayo: Citizens Coalition for Constitutional Culture (4Cs Trust) ». Elle a décidé que le nombre des membres de son comité directeur passerait de 14 à 9, que le nombre de coprésidents et de membres du conseil d'administration passerait de 5 à 3 et que la proportion de femmes serait d'au moins un tiers. Afin qu'elles soient certifiées, ces modifications ont été signalées aux autorités nationales responsables de l'enregistrement, qui ont leur siège à Nairobi. Une fois certifiées, elles seront communiquées officiellement au secrétariat du Comité chargé des organisations non gouvernementales (Section des ONG, Département des affaires économiques et sociales). Ces modifications ont allégé le système de gouvernement de 4Cs Trust et en ont amélioré l'efficacité. Elles sont allées de pair avec une révision de la stratégie institutionnelle et de l'orientation des programmes, ainsi que du plan stratégique pour la période 2003-2013, en juin 2008. Ce processus a facilité la collaboration de 4Cs Trust avec les autres groupes et organisations de la région de l'Afrique de l'Est dotés de missions analogues. La vision de 4Cs Trust est une société kényane qui reconnaisse la culture du constitutionnalisme et sa mission est maintenant de donner aux citoyens kényans les moyens de cultiver, de favoriser et de défendre un ordre constitutionnel juste au Kenya.

Domaine d'activité élargi : Les amendements apportés aux statuts de 4Cs Trust n'ont pas entraîné d'augmentation ni de changements importants de la répartition géographique de ses membres. La portée et la qualité des activités menées au titre des programmes sur des questions telles que l'impunité, la corruption, l'endettement, les changements climatiques et la gestion des ressources nationales ont toutefois changé considérablement. Le montant des fonds reçus et le nombre de sources de financement a nettement augmenté.

Affiliations : 4Cs Trust a ratifié la charte du National Civil Society Congress, organisme qui regroupe toutes les organisations de la société civile du Kenya, et en assure actuellement le secrétariat.

II. Contribution aux activités de l'Organisation des Nations Unies

Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires

L'organisation participe chaque année, en février, aux sessions de la Commission de la condition de la femme qui se tiennent au Siège de l'ONU, à New York. Les membres de sa délégation ont assisté aux sessions de la Commission de 2005 à 2008 et ont, lors de l'assemblée des organisations de la société civile, déclaré que l'adoption de politiques facilitant la participation des femmes à la vie publique est un principe constitutionnel fondamental. En août 2006, au Kenyatta International Conference Centre de Nairobi, 4Cs Trust a organisé conjointement avec le Kenya Human Rights Network, la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya

et le Ministère kényan de la justice, ainsi que l'organisme kényan responsable de la cohésion et des affaires constitutionnelles nationales, une assemblée nationale sur les droits de l'homme ayant pour thème « Towards a Human Rights State: Opportunities and Challenges ». Le Directeur exécutif de 4Cs Trust était rapporteur général de l'assemblée.

Coopération avec des organismes des Nations Unies et/ou des organismes spécialisés, sur le terrain et/ou au Siège

En collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 4Cs Trust a mené un programme dans le cadre duquel elle a mené une campagne d'éducation nationale sur le référendum et joué un rôle d'observateur lors du référendum national de novembre 2005 sur le projet de nouvelle constitution de la République du Kenya. Le PNUD et 4Cs Trust ont versé des contributions financières à différents projets, dont le programme d'assistance aux élections nationales de 2007. Avec d'autres organisations de la société civile du Kenya, 4Cs Trust a notamment mené des activités visant à informer les électeurs et assuré l'observation des élections au sein du Kenyan Elections Observations Forum, grâce à un financement du PNUD. En outre, 4Cs Trust a participé au processus de réconciliation et de dialogue national, présidé par Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), et soutenu par le Groupe d'éminentes personnalités africaines de l'Union africaine. Le Dialogue a été mené dans le but de résoudre la crise survenue après les élections présidentielles de 2007, dont les résultats avaient été contestés et pendant lesquelles 1 300 citoyens avaient été tués et 660 000 déplacés. Le Directeur exécutif de 4Cs Trust a réuni la commission de la société civile sur le processus de médiation.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

4Cs Trust a contribué à la réalisation, au Kenya, de la cible 3 (d'ici à 2015, donner à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires) du deuxième objectif du Millénaire pour le développement (Rendre l'enseignement primaire universel), notamment en collaborant avec d'autres organisations de la société civile membres de la Elimu Yetu Coalition. Les activités menées par la Coalition ont contribué à l'amélioration du taux de scolarisation, en appliquant le principe de l'enseignement primaire gratuit.

Activités à l'appui des principes mondiaux : Les événements suivants ont été célébrés à Nairobi : a) Journée internationale de la femme, le 8 mars, chaque année. Depuis 2005, en coopération avec d'autres organisations non gouvernementales locales, 4Cs Trust offre des contributions financières aux événements suivants; b) Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture, 26 juin; 4Cs Trust a célébré cette journée en collaboration avec les institutions intéressées du Gouvernement kényan, la Commission des droits de l'homme du Kenya et la Commission nationale des droits de l'homme du Kenya. Lors de chacun de ces événements, le Directeur exécutif de 4Cs Trust, qui a survécu à la torture et aux détentions sans jugement, a relaté son expérience; c) Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre, chaque année. 4Cs Trust a participé à l'organisation de trois assemblées nationales pour les personnes handicapées; d) Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, chaque année. Depuis 2005, cette organisation participe aux activités qui sont organisées en

différents lieux de Nairobi afin de célébrer la Journée des droits de l'homme. À trois reprises, le Directeur exécutif a été invité à prononcer une allocution. Les déclarations du Secrétaire général de l'ONU sont généralement diffusées lors de ces événements.

3. National Council of Women of Malta (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Buts et activités de l'organisation : Le National Council of Women of Malta (NCW Malta) est une association nationale bénévole qui s'emploie à améliorer les conditions de vie et les débouchés des femmes au sein de la société. NCW Malta inscrit son travail dans le cadre du programme d'action de l'ONU pour les femmes et collabore avec des associations de femmes en Europe et dans le reste du monde par l'intermédiaire du Conseil international des femmes et du Commonwealth Women's Network. NCW Malta a pour but d'améliorer la condition de la femme et le bien-être de la société et de présenter un panorama complet des opinions des femmes sur des questions d'intérêt national et sur les traditions culturelles, sur la base des droits de l'homme, dans les domaines social, politique et économique.

II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires et aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

Faute de fonds suffisants, NCW Malta ne participe pas davantage aux réunions des organes des Nations Unies. De surcroît, les informations sur les réunions et conférences internationales lui parviennent généralement trop tard pour qu'il puisse lever les fonds requis.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

2006 : NCW Malta a mené, en collaboration avec le Bureau national maltais de la statistique, une étude sur un projet financé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur les obstacles à la présence de femmes aux postes de décision. Cet exercice a été suivi d'une conférence qui s'est tenue en mai à l'hôtel Phoenicia de La Valette, qui a permis d'examiner les résultats de l'étude avec toutes les parties prenantes.

2007 : NCW Malta a organisé un stage sur les femmes et la prise de décisions politiques, qui s'est déroulé d'octobre à décembre au Centre du NCW.

2008 : NCW Malta organise actuellement l'exécution d'un projet financé par l'UNESCO sur les défis que pose l'égalité des sexes dans les petits États d'Europe.

Principales initiatives menées par l'association au cours de la période considérée : NCW Malta a encouragé le travail de la Commission de la condition de la femme, y compris pour ce qui est des objectifs du Millénaire pour le développement et des questions suscitées par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que ce soit en adoptant des résolutions politiques lors des assemblées générales annuelles de NCW Malta ou

lors de séminaires nationaux organisés par NCW Malta, ou en présentant des communications ou des rapports au Gouvernement maltais à l'appui des budgets nationaux.

NCW Malta a présidé des groupes de travail et milité pour : a) l'adoption de la loi contre la violence familiale, entrée en vigueur le 28 février 2006, et la création de la Commission compétente, à laquelle NCW Malta est représenté; b) l'adoption de la loi sur les organisations bénévoles, entrée en vigueur le 11 décembre 2007, et la création du Conseil des organisations bénévoles, qui s'est réuni en octobre 2008 et auquel NCW est représenté.

Partenariat entre NCW Malta et les secteurs public et privé

2005 : NCW a ouvert en juin un centre d'apprentissage communautaire des technologies destiné à dispenser aux femmes une formation en informatique. NCW Malta a participé à un projet d'inclusion sociale sous forme de partenariat pour l'apprentissage des étapes de la vie, incluant une séance de travail à Malte pour toutes les parties prenantes. NCW Malta a également organisé un forum des peuples du Commonwealth à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth qui s'est tenue à La Valette en novembre, et qui portait sur l'établissement de réseaux pour le développement au Commonwealth.

2006 : Entre avril et novembre, NCW Malta a participé, en partenariat avec la Commission nationale pour la promotion de l'égalité, à un projet transnational EQUAL sur les rôles dévolus aux deux sexes, dispensant en septembre, à des destinataires âgés de plus de 40 ans, des connaissances devant leur permettre de trouver un emploi. Le représentant de NCW Malta, membre du Comité économique et social européen sis à Bruxelles, était rapporteur pour la Feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2006-2010) de l'Union européenne.

2007 : NCW Malta a participé, en partenariat avec la Commission nationale pour la promotion de l'égalité, au projet « Mosaic – Unis dans la diversité », mis sur pied dans le cadre de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous, vers une société plus juste. Il a participé à la septième réunion des Ministres de la femme du Commonwealth, tenue à Fidji en juin 2004, qui a donné lieu à l'élaboration d'un Plan d'action pour l'égalité des sexes, ainsi qu'à la huitième réunion, tenue à Kampala en juin 2007, à laquelle le Plan a été évalué. À cette occasion, NCW a facilité la tenue d'un atelier sur le financement de l'égalité des sexes pour le développement et la démocratie. Il a pris part à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth de 2007 à Kampala et au Forum des peuples du Commonwealth sur la réalisation du potentiel des peuples. Enfin, il a participé, à Budapest, à un programme de formation sur les droits de l'homme destiné aux jeunes, de la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures. L'information produite à cette occasion a été diffusée via le bulletin et sur le site Web du NCW. Le NCW est membre du réseau de la Fondation Anna Lindh. Un représentant du NCW a fait office de rapporteur pour la promotion de l'entreprenariat de femmes dans la région euro-méditerranéenne pour le Comité économique et social européen.

2008 : En novembre, NCW Malta a participé, à Londres, à une conférence sur le mécanisme d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et sur les modalités de participation des ONG à l'examen par pays.

Séminaires et présentations organisés par l'Association à l'intention de ses membres et des organisations qui lui sont affiliées : a) **2005** : Séminaire international sur les femmes et la fracture numérique, organisé dans le cadre d'une campagne de lutte contre la pauvreté visant à autonomiser les femmes par l'apprentissage de nouvelles compétences devant leur permettre de trouver un emploi. Le séminaire a eu lieu au Centre de conférences méditerranéen; b) **2006** : Conférence annuelle du NCW, placée sous le thème de l'égalité des chances : programme d'entreprenariat féminin, tenu dans la ville maltaise de Saint Julian, en novembre. NCW Malta, en collaboration avec Amnesty International Malte, a organisé la Conférence sur la lutte contre la violence familiale, tenue en décembre à l'Université de Malte, qui a souligné la nécessité de mettre en œuvre des instruments juridiques, politiques, sociaux et psychologiques adéquats pour résoudre ce problème; c) **2007** : NCW Malta a organisé, en juillet au Centre du NCW, un séminaire sur les conséquences de la séparation familiale, qui a été l'occasion de souligner la nécessité d'un soutien adéquat; d) **2008** : NCW Malta a organisé, en collaboration avec l'Institut culturel russe, un séminaire sur la pérennisation des valeurs familiales dans un monde en mutation, la famille et l'évolution démographique, en novembre dans la ville maltaise de Bugibba. NCW Malta a tenu trois séances au Centre du NCW de Blata I-Bajda en avril, septembre et novembre, sur des questions liées à l'environnement, notamment sur les femmes et les changements climatiques, auxquelles des experts ont participé.

Autres rapports et documents présentés au Gouvernement maltais : Des résolutions approuvées lors des assemblées générales annuelles ont été présentées, pour consultation, au Gouvernement, au dirigeant du parti d'opposition, aux partis politiques et aux autorités compétentes.

Les activités suivantes se sont déroulées dans la ville maltaise de Sliema : a) **2005** : assemblée générale annuelle de NCW Malta : la traite des femmes dans le contexte des migrations; la transversalisation de l'égalité des sexes; la délinquance et la violence juvéniles; b) **2006** : assemblée générale annuelle de NCW Malta : les mesures de suivi pour une représentation équitable des hommes et des femmes dans le processus de prise de décisions; les enfants à risque; les soins de santé préventive pour tous les âges; l'intégration des jeunes dans la société et dans la vie professionnelle; c) **2007** : assemblée générale annuelle de NCW Malta : la question de l'égalité des sexes vue dans une perspective masculine; la promotion de l'entreprenariat des femmes; le dépistage précoce de la violence familiale; d) **2008** : assemblée générale annuelle de NCW Malta : résolutions : le principe « à travail égal, salaire égal »; les enfants, victimes indirectes de la violence familiale; l'environnement et le développement durable; l'absentéisme scolaire. Le NCW a plaidé pour l'établissement de budgets sensibles à la problématique hommes-femmes.

4. Fondation Novartis pour le développement durable (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

Buts et activités de l'organisation : La Fondation Novartis pour le développement durable est acquise au principe d'un développement à visage humain et entend aider à promouvoir l'avènement d'un cadre socioéconomique durable, qui garantisse le

respect des droits de l'homme et la satisfaction des besoins élémentaires et qui assure, dans toute la mesure du possible, une égalité des chances et une justice sociale pour tous.

Premièrement, la Fondation Novartis soutient et développe des projets pilotes de santé dans les pays en développement, en vue d'atteindre des objectifs précis dans la lutte contre la pauvreté et la maladie ainsi que d'orienter et d'améliorer les politiques et les pratiques en la matière. Deuxièmement, la Fondation encourage le dialogue sur la responsabilité de l'entreprise sur la base des principes fondamentaux d'un juste partage des devoirs au sein de la société, pour le bien-être durable de tous. Troisièmement, grâce aux contacts étroits qu'elle entretient avec les milieux des entreprises, la Fondation joue un rôle de médiateur, rétablit l'équilibre et facilite le dialogue entre le secteur privé, les milieux politiques et la société civile.

II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège

Le Président-directeur général de la Fondation Novartis a été nommé Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Pacte mondial pour la période biennale 2005-2007. La Fondation Novartis a soutenu et conseillé la société Novartis et d'autres sociétés sur des questions conceptuelles ou ayant trait aux principes du Pacte mondial des Nations Unies et à leur mise en pratique. La Fondation a collaboré avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour administrer et distribuer les dons de médicaments faits par la société Novartis, notamment, depuis 2000, une polythérapie pour le traitement de la lèpre à l'échelle mondiale et, depuis 2003, 500 000 doses de traitement antituberculeux en République-Unie de Tanzanie.

Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement : Toutes nos activités se sont inspirées des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé (objectifs 4, 5, 6 et 8) :

Programme de travail et de projets pratiques dans le secteur de la santé : a) la Fondation Novartis NFSD a collaboré avec le Professeur Jeffrey Sachs de l'Earth Institute (Columbia University) au projet « Villages du Millénaire ». En 2007, la Fondation a financé, dans le cadre de ce projet, le village d'Ilolangulu, en République-Unie de Tanzanie. Pendant cinq ans, la Fondation soutiendra financièrement les efforts consentis par le village pour passer d'une agriculture de subsistance à une activité commerciale d'autosubsistance. En outre, la Fondation a fait don à tous les Villages du Millénaire de polythérapies à base d'artémisinine pour le traitement du paludisme; b) en République du Mali, la Fondation Novartis a instauré un mécanisme d'assurance maladie au sein de la plus grande collectivité rurale du pays. Dès le départ, elle s'est également employée à améliorer la qualité des services de santé curative et préventive. Aujourd'hui, le projet pilote est considéré comme une référence pour l'ensemble de la République du Mali; c) en collaboration avec des ONG d'Afrique australe et orientale, la Fondation Novartis a mis au point et exécuté une initiative régionale de soutien psychosocial pour les enfants touchés par le sida, vivant en situation de conflit ou dans la pauvreté. Cette initiative a permis de former des instructeurs, d'élaborer des manuels et de faire pression sur les gouvernements pour promouvoir le soutien psychosocial des enfants orphelins. L'initiative a profité à plus de 3 millions d'enfants entre 2007 et 2008,

chiffre qui devrait atteindre les 5 millions en 2011; d) en collaboration avec le Ministère tanzanien de la santé, la Direction du développement et de la coopération et l'Institut tropical suisse, la Fondation Novartis a appuyé le Centre de formation tanzanien pour la santé internationale, sis à Ifakara, qui vise à renforcer les ressources humaines dans le secteur de la santé; e) dans le cadre de son programme global de prophylaxie de la lèpre, qu'elle met en œuvre en Inde, la Fondation Novartis a contribué à soulager les souffrances des personnes touchées par cette maladie en leur prodiguant des soins ainsi qu'à améliorer leur état de santé et leur qualité de vie en leur assurant une chirurgie réparatrice et un relèvement économique; f) en République-Unie de Tanzanie, le concept de traitement antituberculeux déterminé par le patient, qui a été mis au point par la Fondation, a permis de traiter davantage de malades dès lors qu'ils peuvent décider de se faire soigner dans un centre de santé ou à domicile; g) le projet ACCESS de la Fondation vise à étudier et à améliorer l'accès à un traitement antipaludique efficace en République-Unie de Tanzanie. Le projet a également permis d'élaborer un modèle type de résolution des problèmes d'accès, qui pourra être transposé dans d'autres pays, pour soigner d'autres maladies.

Mise en commun des cerveaux : a) la Fondation Novartis est un membre fondateur de l'Initiative des chefs d'entreprise pour les droits de l'homme; b) grâce à d'innombrables publications, conférences et séminaires, la Fondation Novartis contribue à la recherche sur les questions liées au développement et élabore des concepts et des stratégies concernant la responsabilité de l'entreprise, le droit à la santé, l'accès aux soins de santé et le développement durable.

Dialogue de politique et établissement de réseaux : a) pour renforcer le dialogue sur les politiques de développement entre le secteur privé, les ONG, les instituts de recherche et les organismes gouvernementaux, la Fondation Novartis a organisé un symposium international annuel. Des scientifiques, politiques et experts réputés, tels que Jeffrey Sachs, Mary Robinson ou Desmond Tutu, ont participé à cette manifestation publique qui devait permettre d'examiner et de mettre au point une politique de développement prenant en compte les divers aspects de la question.

5. Institut Synergos (Statut consultatif spécial accordé en 1997)

I. Introduction

Buts et activités de l'organisation : L'Institut Synergos et ses partenaires s'emploient à mobiliser des ressources et à pallier les disparités économiques et sociales afin de réduire la pauvreté et de promouvoir un monde plus juste. Synergos déploie ses activités dans le cadre de partenariats et de réseaux, par la mise en commun de connaissances. Créant le lien entre les personnes et les institutions les plus influentes des gouvernements, des milieux des affaires et de la société civile d'une part et, de l'autre, les membres des collectivités pauvres et marginalisées, généralement laissées pour compte, Synergos aide tous les membres de la société à collaborer pour accomplir des progrès durables. En outre, Synergos diffuse les connaissances qu'il a acquises dans son travail afin que d'autres puissent en bénéficier. Depuis sa fondation, qui remonte à plus de 20 ans, Synergos a travaillé dans une trentaine de pays et de régions.

Changements importants apportés à l'organisation : a) Expansion des programmes : de 2004 à 2008, Synergos est resté fidèle à son mandat général, tout en étendant géographiquement ses programmes. En collaboration avec Unilever et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Synergos a engagé un partenariat pour la nutrition des enfants en Inde (pour un complément d'information, voir la partie II). En collaboration avec le Gouvernement canadien et des groupes locaux, l'Institut a lancé une initiative mobilisatrice des autochtones afin d'améliorer le bien-être des communautés autochtones du Canada. En collaboration avec l'Agency for International Development des États-Unis (USAID), il a lancé le Programme d'innovateurs sociaux pour le monde arabe, qui soutient les entrepreneurs sociaux en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Palestine. En Namibie, il a entamé, conjointement avec le Gouvernement, une initiative de direction et d'innovation des systèmes de santé publique; b) Réformes administratives : sur le plan administratif, Synergos a implanté des filiales légalement constituées au Canada et en Afrique du Sud. À fin 2008, l'Institut avait des bureaux à New York, à Rio de Janeiro, au Cap et à Windhoek.

II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Synergos n'a pas participé aux travaux de fond du Conseil économique et social ou des grandes réunions ou conférences des Nations Unies, mais il s'est concrètement employé, pour la période 2005-2008, à exécuter les programmes de pays décrits ci-dessus, y compris en collaboration avec l'UNICEF, pour contribuer à la réalisation de plusieurs objectifs du Millénaire pour le développement.

Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou institutions spécialisées sur le terrain et/ou au Siège

Synergos a travaillé avec le bureau de l'UNICEF en Inde, Unilever et des institutions indiennes pour créer des remèdes systémiques durables à la sous-alimentation touchant les enfants en Inde, grâce à un partenariat en faveur de la nutrition infantile. Ces efforts ont rallié des entités telles que la Mother-Child Health and Nutrition Mission du Maharashtra, le Département de la femme et de l'enfance du Maharashtra, Hindustan Lever, la banque ICICI, la banque HDFC, le Groupe Tata et des organisations de la société civile telles que la Self-Employed Women's Association, CARE India et le Réseau de santé de l'Aga Khan, désireuses de mettre au point de nouvelles approches plus durables pour résoudre le problème de la sous-alimentation infantile. Ce travail, qui a débuté à la fin de 2004, a permis d'exécuter des programmes dans les régions urbaines et rurales du Maharashtra et, en 2006 de créer une organisation locale, la Bhavishya Alliance, censée assurer la pérennité de ces efforts. Durant cette période, Synergos a doté l'initiative globale et la Bhavishya Alliance de ressources humaines et techniques.

Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement

Les programmes de Synergos se sont centrés sur **l'objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim** : Le travail de l'Institut en 2005 a permis non seulement d'instaurer le partenariat en faveur de la nutrition infantile décrit ci-dessus, mais également : a) de travailler avec des groupes locaux en Équateur, au

Mexique, au Mozambique, en Afrique du Sud, en Thaïlande, aux États-Unis d'Amérique et au Zimbabwe, pour asseoir les bases d'un développement communautaire pris en main à l'échelle locale qui permette de financer des programmes de développement durable et des groupes de la société civile; b) de faire participer, dans des villes du Brésil, les collectivités locales indigentes aux programmes de développement urbain, de sorte que leurs besoins soient mieux pris en compte.

Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans et objectif 5 : Améliorer la santé maternelle : a) Le partenariat indien en faveur de la nutrition infantile décrit ci-dessus, qui prévoyait des interventions destinées aux enfants et à leurs mères; b) l'initiative africaine de direction et d'innovation des systèmes de santé publique entamée en 2008, dans le cadre de laquelle Synergos collabore avec le Gouvernement namibien pour améliorer les performances du système de santé de ce pays; c) en Afrique du Sud et au Mozambique, Synergos a travaillé avec des organisations locales à but non lucratif pour renforcer, à l'échelle locale, la capacité de venir en aide aux orphelins et aux enfants touchés par le VIH/sida; d) entre 2005 et 2008, Synergos a contribué à créer un partenariat mondial d'entreprises, de gouvernements et d'organisations de la société civile pour promouvoir une production alimentaire durable qui contribue à la réalisation de **l'objectif 7 : Préserver l'environnement**. L'initiative a rallié des entreprises telles que General Mills, Rabobank, Shell, Sysco et Unilever, des organismes des Gouvernements brésilien et néerlandais et des organes de la Commission européenne, la Société financière internationale, la Banque mondiale, et des organisations de la société civile telles que Consumers International, Oxfam, The Nature Conservancy, le Fonds mondial pour la nature (WWF), la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, la Fondation Roi Baudouin et la W.K. Kellogg Foundation. Le partenariat a permis d'exécuter des projets transnationaux portant sur des questions telles que le commerce durable et les changements climatiques, et des projets nationaux avec, notamment, le Gouvernement guatémaltèque, afin d'aider celui-ci à évaluer et à perfectionner les solutions qu'il met en œuvre pour remédier à la pauvreté rurale. Au Brésil, Synergos a élaboré un guide sur les pratiques viables d'achat de produits alimentaires, dont 10 000 exemplaires ont été distribués aux professionnels de l'alimentation. Ce partenariat est désormais une institution à part entière.

6. Association Tamana (Statut consultatif spécial accordé en 2005)

I. Introduction

L'association Tamana est une organisation non gouvernementale bénévole à but non lucratif, reconnue par le Gouvernement de l'Union indienne et par le gouvernement du territoire de la capitale nationale de Delhi. Dans le cadre des déclarations et des conventions relatives aux droits de l'homme, Tamana entend créer des services et une culture qui permettent aux personnes handicapées de jouir pleinement de leurs droits.

Buts et activités de l'organisation : Tamana a pour objet d'offrir les meilleurs services de rééducation possibles aux enfants et aux adultes atteints de troubles du développement, de handicaps multiples, de lésions cérébrales légères ou d'autisme;

d'offrir une éducation holistique à ces personnes afin d'en faire des adultes aussi aptes que possible à s'intégrer dans la société pour que, en dernière analyse, chacun d'entre eux devienne un membre de la société heureux, utile et intégré. Afin d'atteindre ces objectifs, nous menons à bien les activités suivantes : a) nous offrons une éducation, une thérapie et des conseils spécialisés aux enfants et à leur famille; b) nous offrons des services juridiques et veillons à ce que les personnes handicapées participent pleinement, sur un pied d'égalité, à la vie sociale et au développement social; c) nous contribuons à la formation et au perfectionnement de tous ceux qui travaillent dans le domaine de l'éducation spécialisée et veillons à ce que nos équipes de professionnels soient motivées et donnent le meilleur d'elles-mêmes; d) nous avons recours aux technologies susceptibles de rendre le travail des éducateurs plus efficace; e) nous menons des travaux de recherche dans des domaines essentiels de l'éducation et de la formation spéciales; f) nous informons et sensibilisons l'opinion, afin qu'elle connaisse les personnes ayant des besoins spéciaux et qu'elle les comprenne et les accepte mieux, et nous diffusons des informations sur les lignes directrices des Nations Unies sur la question.

Nouvelles affiliations : En 2006, le Centre de recherche sur l'autisme de l'Université de Washington à Seattle (États-Unis d'Amérique) s'est engagé à collaborer avec l'association Tamana pour offrir des services aux personnes atteintes de cette maladie et aux membres de leur famille vivant en Inde. Les scientifiques du Centre de recherche prodiguent des conseils à Tamana dans le cadre de travaux de recherche sur l'autisme. Deux de ces travaux sont actuellement menés en consultation avec le Centre. Des options de téléapprentissage au moyen de séminaires diffusés sur Internet sont à l'étude. En mai 2007, l'équipe de Tamana a été invitée au Centre de recherche sur l'autisme pour y recevoir une formation. Les scientifiques du Centre ont aidé à mobiliser les fonds voulus pour permettre aux délégués de Tamana de participer à deux réunions internationales consacrées à la recherche sur l'autisme, tenues, l'une à Seattle en mai 2007, l'autre à Londres, en 2008.

Domaines d'activités élargis : Les buts, objectifs et domaines d'activité généraux de Tamana demeurent foncièrement inchangés, mais l'association s'est lancée dans l'éducation des enfants défavorisés. Elle utilise ses ressources pour en faire bénéficier le plus grand nombre de destinataires possible.

Jardin d'enfants Tamana : En juillet 2006, Tamana a lancé un programme d'enseignement préscolaire dispensé l'après-midi aux enfants de 2 à 6 ans vivant dans les bidonvilles des alentours. Il s'agit d'un effort spécial de Tamana visant à venir en aide aux enfants des milieux sociaux défavorisés et à garantir une utilisation optimale de ses installations. Ces enfants fréquenteront l'école publique primaire une fois qu'ils auront achevé leur éducation préscolaire. Actuellement, l'école compte 65 élèves.

École itinérante : Le projet d'école itinérante a été lancé dans le but d'offrir un enseignement primaire gratuit aux enfants des taudis, là où ils habitent. L'enseignement est dispensé dans les autobus scolaires de Tamana, qui demeurent non utilisés pendant plusieurs heures. Il s'agit là d'une école qui n'utilise ni terrains, ni bâtiment, et qui constitue ainsi un modèle de rentabilité pouvant être aisément transposé ailleurs pour dispenser un enseignement élémentaire à un nombre d'enfants aussi important que possible. Les autobus font office de salle de classe et

sont équipés de pupitres en bois, d'un tableau noir, de ventilateurs, d'un poste de télévision et d'un lecteur de DVD.

Conseil national des sports affilié aux écoles spécialisées de l'Inde : En 2008, Tamana a pris l'initiative de mettre sur pied un conseil national des sports pour permettre aux enfants autistes, handicapés mentaux ou polyhandicapés de zones rurales et urbaines de participer à des activités sportives ou ludiques. Les membres du Conseil et les éducateurs spécialisés viennent de toutes les régions du pays. Le Conseil est une société enregistrée, reconnue par le Ministère de la jeunesse et des sports du Gouvernement indien. Il est censé, notamment, combler le vide existant en la matière pour les personnes handicapées en Inde et assurer une participation universelle, l'égalité des chances pour tous et une intégration massive. Ce travail contribuera à l'édification de la nation.

Ateliers protégés : Tamana a organisé trois ateliers protégés, le premier sur la confection de classeurs et d'enveloppes, le deuxième sur la boulangerie-pâtisserie et le troisième sur la blanchisserie, dans différents centres de Tamana. Ces ateliers ont pour objet de dispenser une formation professionnelle et d'offrir un emploi aux personnes handicapées pour les aider à retrouver leur place au sein de l'économie. L'idée est d'aider les étudiants à devenir des membres productifs de la société en leur apprenant l'éthique professionnelle.

II. Contribution de l'organisation aux activités de l'ONU

Participation aux travaux du Conseil économique et de ses organes subsidiaires

Les activités à ce titre comprennent : a) la Foire de l'innovation d'Asie, organisée à l'occasion de l'examen ministériel annuel régional en juin 2007, à Mumbai, dans le cadre d'une initiative de la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales, du Conseil économique et social et du Mumbai Educational Trust. Le Président de Tamana a fait à cette occasion un tour d'horizon des pratiques optimales de Tamana dans le domaine de l'autonomisation et du renforcement des capacités des jeunes handicapés. L'Association Tamana a reçu le Prix de l'Organisation des Nations Unies récompensant le projet le plus novateur, lors de la table ronde consacrée au renforcement de l'action menée pour éliminer la pauvreté et la faim, notamment grâce au partenariat mondial pour le développement; b) un représentant de Tamana a fait une déclaration à la session de fond de 2006 du Conseil économique et social, à New York, au titre du point 2 de l'ordre du jour provisoire, intitulé « Création, aux niveaux national et international, d'un environnement propice à un plein productif et à un travail décent pour tous, et son impact sur le développement durable ».

Il y a bien d'autres conférences et réunions des Nations Unies auxquelles Tamana aimerait assister, mais la pénurie de ressources financières et humaines entrave considérablement sa participation.

Coopération avec les organismes des Nations Unies et/ou institutions spécialisées sur le terrain

Cette coopération consiste dans les volets suivants : a) Tamana a mené, en décembre 2007 à New Delhi, une campagne de lutte contre le tabagisme, avec l'aide financière du bureau de l'OMS en Inde; b) en septembre 2006 à New Delhi, l'association a organisé, en partenariat avec le Forum indo-américain des sciences et

des technologies, une réunion et un atelier internationaux sur l'autisme, sur le thème « Vaincre l'autisme : causes, diagnostics et interventions » et un atelier intitulé « HANDLE : une approche systémique de l'autisme et des troubles sensoriels »; c) en partenariat avec le Forum indo-américain des sciences et des technologies, Tamana a organisé, en novembre 2008, à la School of Hope de Tamana, à New Delhi, un atelier international sur le traitement des troubles du développement du système nerveux central.

Activités liées aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2 : Rendre l'enseignement primaire universel : L'idée est de dispenser un enseignement spécialisé aux personnes handicapées qui constituent un groupe défavorisé de la population indienne. Pour tirer pleinement parti de son infrastructure, Tamana a dispensé un enseignement primaire à des enfants de groupes socialement et économiquement défavorisés dans ses écoles spécialisées, dans les écoles itinérantes et dans les écoles des taudis : a) 3 000 élèves ont fréquenté trois écoles de Tamana (152 élèves ont obtenu leur certificat d'études depuis 2005); b) 50 élèves ont fréquenté les écoles des taudis; c) 65 élèves ont fréquenté l'école de l'après-midi; d) 32 élèves ont été scolarisés au titre du programme d'école nationale pour tous; e) 30 élèves ont fréquenté l'école itinérante.

Activités à l'appui de principes mondiaux : a) La Journée mondiale de la sensibilisation à l'autisme est célébrée tous les ans le 2 avril. En 2008, les élèves de quelques écoles ordinaires ont été invités à participer à un concours de confection d'affiches, de rédaction de slogans et d'écriture de poèmes ou d'articles sur l'autisme. Préalablement au concours, ils ont entendu un discours d'orientation sur l'autisme; b) Journée internationale des personnes handicapées : chaque année, Tamana collabore avec le Centre d'information des Nations Unies de New Delhi et avec l'organisation Concerned Action Now pour organiser la tenue de la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre. L'association a pris une part active à toutes les manifestations sur la question organisées par l'ONU à New Delhi; c) Tamana a régulièrement organisé des manifestations d'envergure telles que des défilés de mode, des carnavals et des concerts destinés à sensibiliser l'opinion, afin qu'elle connaisse les personnes ayant des besoins spéciaux et qu'elle les comprenne et les accepte mieux, et diffuse des informations sur les droits des personnes handicapées. Le public en général a été mobilisé pour participer à des manifestations consacrées aux personnes handicapées, et ces dernières ont à leur tour pu participer à toutes les sphères d'activité.

Manifestations organisées : Ballet Shovana Narayan (février 2006); défilé de mode (août 2008); journée sportive (mars 2008); carnaval (décembre 2005) à l'ambassade du Soudan (décembre 2006, décembre 2007 et décembre 2008) et à la résidence du Haut-Commissaire britannique; récitals de chant (janvier 2007 et décembre 2007) donnés par le jeune Diwakar Sharma, handicapé de la vue; concert de piano (janvier 2009) donné par le jeune prodige Pragun Sharma.